



Avalanche

Correspondance anarchiste

Novembre 2017 ————— numéro **12**



Uruguay

Anarquía

periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad

contratodaautoridad.wordpress.com

El Anárquico

periodicoanarquico.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras

sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Cimarrón

revista.cimarron@riseup.net

Argentine

Rebellion (Buenos Aires)

publicacionrebellion@riseup.net

Alta tension

boletinaltatension.blogspot.com

Mexique

Negación

negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo

finimondo.org

Tairsia (Salento)

tairsia@gmail.com

Stramonio (Milano)

malacoda@distruzione.org

Brece (Lecce)

peggio2008@yahoo.it

Espagne

Infierno

revista_infierno@yahoo.com

France

Séditions (Besançon)

seditions.noblogs.org

Paris Sous Tension (Paris)

parissoustension.noblogs.org

Blaspheme (Paris)

blaspheme.noblogs.org

La Pétroleuse (Clermont-Ferrand)

lapetroleuse63@riseup.net

Du pain sur la planche (Marseille)

dupainsurlaplanche.noblogs.org

Subversions

subversions@riseup.net

Belgique

L'imprévu (Bruxelles)

imprevu@riseup.net

Salto

salto.noblogs.org

Pays-Bas

Roofdruk

roofdruk@riseup.net

Allemande

Attacke! (Norden)

attaque@riseup.net

Fernweh (München)

fernweh.noblogs.org

Chronik

chronik.blackblogs.org

Suisse

Dissonanz (Zürich)

dissonanz-a@riseup.net

Austriche

Revolte (Wien)

revolte.blackblogs.org

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)

upprovsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)

rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)

wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information

mtlcounter-info.org

Etats Unis

Rififi (Bloomington)

rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)

trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)

pugetsoundanarchists.org

Wildfire

wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo

contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa

atabularasa.org

Act for freedom now

actforfree.nostate.net

Voz como arma

vozcomoarma.noblogs.org

Publicacion Refractario

publicacionrefractario.wordpress.com

Por la tierra y contra el capital

porlatierraycontraelcapital.wordpress.com

Brèves du désordre

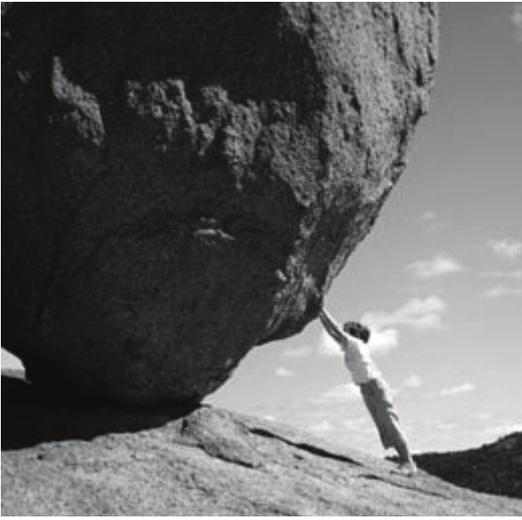
cettesemaine.info/breves

Le Chat Noir Emeutier

lechatnoiremeutier.noblogs.org

Aus dem Herzen der Festung

ausdemherzenderfestung.noblogs.org



Editorial

Novembre 2017

Afin de développer nos projets, d'établir une correspondance internationale, il nous faut – parmi d'autres choses – de la persistance. Une qualité auquel on ne prête pas souvent beaucoup d'attention. Comme des papillons, il est assez commun pour beaucoup de personnes de s'intéresser un jour à une chose, le lendemain à autre chose, et le jour après encore à autre chose – ce qui était intéressant avant est déjà oublié. Cette attitude n'a rien à voir avec ce que des marxistes ont toujours dépeint comme l'impatience révolutionnaire des anarchistes, qui insiste que les attaques contre l'ordre existant sont possibles et nécessaires, aussi mauvaises qu'elles puissent être les conditions « objectives ».

Cependant la question reste ; développe-t-on une projectualité, ou est-ce qu'on devient victime des circonstances contre lesquelles on se rebelle, courant dans toutes les directions comme des poussins effarouchés. Ne nous faisons pas d'illusions. La corde autour de nos gorges se serre toujours plus – ou, si nous préférons ce métaphore, on se retrouve toujours plus poussé dans la marge, ensemble avec pleines d'autres personnes. Est-ce que nous persisterons avec nos idées ? Et, par conséquent, chercherons-nous des moyens et des possibilités pour attaquer la restructuration numérique du capitalisme, inlassablement promue dans les universités, les parlements, les laboratoires,..., avançant, attaquant, avec le but de détruire. Ou est-ce que nous allons nous retrouver dans une disposition critique mais finalement bien plus sympathique concernant les possibilités des « smart cities » et de l'internet des objets ? On peut se poser une question similaire quand on considère la croissance de néofascistes. Est-ce que nous persisterons que le fascisme n'est qu'une modalité parmi d'autres pour gouverner un État et administrer le Capital, et que, par conséquent, nous ne visons pas uniquement le fascisme mais continuons aussi à attaquer la démocratie et, effectivement, la politique en soi, avec l'intention de les détruire ? Où est-ce que nous nous contenterons de défendre « le meilleur des mondes possibles » ou le « moindre mal », s'alliant à des églises, des syndicats et des libéraux ?

Peut-être je souligne trop la persistance en considérant ces questions. Soit. Sans aucun doute, une projectualité insurrectionnelle doit aussi être capable de reconnaître quand certaines voies devront être abandonnées, ou quand quelque chose ne vaut plus la peine. Cela peut être à cause de conditions plus dures, mais ces derniers temps je vois plus souvent que l'érosion de principes en est à la base : des anciens compagnons qui se vantent qu'ils sont aller voter, par exemple. Tout d'un coup, son propre implication dans le capitalisme, ses propres contradictions et les moments où on ne peut pas répondre à ses propres exigences de cohérence, deviennent tous des excuses générales. Bien sûr, il faut réfléchir sur ses propres contradictions, mais il faut dire aussi que la subversion de l'existant n'est pas une tâche facile qu'on peut réaliser du jour au lendemain.

Nous continuons donc de nous adresser aux anarchistes qui veulent partager leur projectualité, leur analyse, leur réflexion, leurs expériences et leurs propositions de lutte, qui se reconnaissent dans un anarchisme combatif qui tente de contribuer à une internationale informelle sans centres ni hégémonies. Car nous insistons qu'une correspondance internationale est nécessaire pour dépasser ses propres limites et pour renforcer ses propres qualités. En partant de luttes locales qui visent à créer une rupture, de propositions d'intervention pour une présence anarchiste insurrectionnelle dans des troubles sociaux ou d'un sentier individuel d'attaques éparpillées, Avalanche est une tentative collective pour affiner nos perspectives et pratiques, en les faisant dialoguer les uns avec les autres.

Un ennemi de l'État dans le territoire contrôlé par l'État autrichienne.



Parc à thème et laboratoire vivant : l'avenir de (deux) villes ?

**Erschütterungen verursachen, um
die territoriale Entwicklung zu
destabilisieren.**

Septembre 2017 - Portugal

Partant de quelques expériences dispersés et de réflexions en cours des dernières années, ce texte tente de distiller une compréhension du contexte social afin de mieux viser nos initiatives. Si une proposition pour un projet de lutte partagé et marqué manque, l'intention est plutôt de créer un cadre ou un point de départ pour des discussions et des expérimentations à venir.

*Au niveau international, la question du développement territorial est manifeste. Mais plus spécifiquement, des références aux textes récents « Au début de la fleuve » (de Berlin, publié dans *Avalanche* n°11) et « Les chaînes technologiques d'aujourd'hui et de demain » (traduction de « Smarter Prisons » de *Radical Interference*, édité en français par *Entropie* à Bruxelles) sont appropriées afin de mettre ce texte en correspondance avec d'autres critiques (en mots et en actes) de l'économie numérique et de la technologie.*

Depuis des années, la question de la gentrification a été au cœur de différentes actions et luttes en Europe où des anarchistes ont été impliqués. Comme ces changements dans les quartiers ont lieu dans les zones centrales des villes, impulsés par la recherche capitaliste du profit ou par la gestion étatique, elles sont très visibles. Souvent ce sont des zones où des anarchistes et leurs projets, ou ceux venant d'un mouvement alternatif ou radical, ont découpé un espace en dehors et/ou contre la logique dominante. C'est facile à comprendre, vu que ces zones étaient estimés pas suffisamment intéressantes ou trop difficiles par les habituels courtiers du pouvoir (même si cela ne veut pas dire que la logique capitaliste ou autoritaire n'y pénétrait pas) ; et donc, dans les fêlures, des mauvaises herbes ont poussés. Mais ces zones suscitent maintenant un intérêt renouvelé.

D'un point de vue capitaliste, ces territoires peuvent générer du profit si un nouveau public, plus aisé, puisse être attiré. Physiquement, cela peut se réaliser par la démolition et la reconstruction, ou par le réaménagement

et une nouvelle marquage culturelles. Les institutions de l'État pourraient être intéressées d'avoir plus de prise sur les endroits où la survie entraîne aussi des méthodes illégales (ou se trouvant dans la zone grise) et où les gens sont plus indifférents, critiques ou cyniques envers l'idéologie démocratique et ses contes d'inclusion et de prospérité pour tous. Ainsi, une nouvelle population plus aisée y est accueillie, perçue comme plus coopérative dans l'établissement d'un environnement pacifié (et elle génère aussi plus de fric), et une partie des habitants est dispersée. L'État investira plus dans la répression, mais aussi dans des événements ou endroits culturels (afin de draguer les gens du quartier et de promouvoir l'image d'un endroit sympa envers un nouveau public) et des constructions de logements (pour y déplacer les habitants pauvres ou pour attirer une imminente classe moyenne jeune qui a besoin d'une poussée – financière).

Selon les villes et les régions, le mélange d'ingrédients du processus de gentrification peut être assez différent. Dans certains endroits, de grands investisseurs capitalistes feront la plupart du travail, d'autres endroits impliquent plus d'efforts de la part d'acteurs étatiques pour réprimer et subventionner. Parfois juste la situation géographique d'un quartier est en jeu, ailleurs, une appropriation culturelle rajoute de la valeur. Le but de la gentrification d'un quartier n'implique pas nécessairement une nouvelle couche d'habitants, mais peut aussi être la transformation d'un quartier en zone résidentiel avec ses besoins locaux de nœuds de consommation ou de production dans le quadrillage métropolitaine. Le public désiré est différent, d'une classe moyenne régionale qui, avant, préférerait le calme des faubourgs (avec ses centres commerciaux et ses parcs de commerce), aux touristes qui amènent du fric d'endroits plus lointains, passant par un secteur de professionnels spécialisés qui affluent vers les nouveaux hubs internationaux.

Il y a beaucoup plus à dire sur ce processus qui peut être défini sommairement comme la restructuration des territoires, basée sur la recherche de profit et des objectifs

de gestion de la population. Beaucoup plus a déjà été dit, dont une partie majeure dans un cadre académique qui ne l'a pas rendu nécessairement plus compréhensible ; jusqu'au point où on pourrait argumenter de laisser le mot « gentrification » et les discours qui s'en servent aux académiques autoréférentiels, et d'être plus sensibles aux dynamiques locales et aux connexions entre celles-ci et des idées anti-autoritaires et anti-capitalistes (sans « l'étape intermédiaire » de la gentrification). Dans le texte qui suit, on se concentrera sur les développements territoriaux récents dans deux villes, Lisbonne et Porto. On espère que ce texte peut enrichir les discussions dans le contexte local et au-delà.

Encaissez à la case

Ces deux villes ont changé rapidement ces dernières années ; à Lisbonne, cette transformation a commencé plus tôt qu'à Porto. Cela a donné un certain longueur d'avance à Lisbonne dans la compétition pour attirer les flux d'argent. C'est aussi la capitale du Portugal, et en cela, la ville concentre déjà beaucoup de l'économie et des institutions du pays. Mais Porto a eu la possibilité d'apprendre de Lisbonne et peut aussi profiter de la position de la capitale (en se vendant comme complémentaire ou alternative – plus authentique, plus inconnue, moins cher). En général les deux villes passent cependant par un processus similaire. Regardons donc de plus près les différents joueurs sur le tableau de Monopoly (avertissement : quelques stéréotypes et généralisations seront inévitables).

Si cause et conséquence peuvent être difficiles à distinguer (en évitant de creuser une analyse économique), mais l'exode massif après la crise financière de 2007-2008, démontre clairement que la classe moyenne locale ne sera pas le principal moteur de la transformations des quartiers. Les jeunes diplômés et une impressionnante partie de la classe ouvrière ont préféré aller à l'étranger pour trouver un emploi ou gagner plus (la ville ayant le plus d'habitants portugais après Lisbonne, c'est Paris...). Cela s'explique en partie par les émigrations précédentes (pendant la dictature fasciste, mais aussi lors des décennies suivantes) et les liens que celles-ci ont établi avec d'autres villes européennes. Et il semble que la plupart de l'argent qui revient au pays est investi en dehors des centres urbains. Dit cela, ceux qui sont restés doivent trouver leurs propres voies pour gagner de l'argent, tout en voulant peut-être participer au style de vie urbain – qui tend à être très similaire partout en Europe. Donc certains démarrent leur propre commerce, focalisant sur le local et l'artisanat, ou en louant leurs appartements à travers des plate-formes sur Internet. Et d'autres (s'ils ont de l'argent à dépenser) fréquentent les zones de consommation spécifiquement créées (la zone avec les bars et les clubs, et les artères commerciales). Ceux qui sont « établis », les classes moyennes plus âgées (ceux qui ont réussi plus ou moins à maintenir la tête au-dessus de l'eau durant l'austérité), habitent les districts construits dans les années 80 et 90, dispersés autour des villes.

Les deux villes font effectivement partie d'une zone métropolitaine plus large, comprenant des villages aux alentours avec leur propre mix d'habitants. Plus proche de l'océan résident les riches, plutôt désintéressés des centres-villes (cela est en train de changer pour une partie de la jeune génération, mais le phénomène reste limité et réactif), même s'ils ne sont évidemment pas insensibles à la croissance de la valeur des propriétés familiales dans les districts centraux. De l'autre côté – si on veut parler des activités des riches – il y a des investissements assez conséquents dans la construction d'hôtels, et dans des nouveaux restaurants et bars dans les quartiers qui auparavant ont été épargnés d'un tel sort. Mais il ne compte guère si ces investisseurs sont portugais, espagnol ou français.

Cela nous amène à l'entrée principale du flux d'argent : le tourisme. L'industrie touristique n'est certes pas un phénomène nouveau, mais auparavant elle était centrée sur le soleil et les plages, ou les yachts et les verts (des terrains de golf). Lisbonne devenait de plus en plus capable de divertir une partie de l'influx touristique par son centre-ville. De l'exhibition des butins coloniaux (bâtiments monumentaux, places, musées), l'attention se dirigeait vers les quartiers historiques et populaires aux alentours et entre les sites touristiques principaux. Porto de son côté a réussi à s'établir sur la carte du tourisme grâce à son propre aéroport moderne, accueillant toute les lignes aériennes low cost de l'Europe. Il semble que pour le moment, les deux villes se trouvent dans l'œil du cyclone, avec les circonstances pour un boom touriste tout à fait présents. Les mesures d'austérité ont maintenu le coût du travail très bas et les classes moyennes européennes sont toujours à la recherche de la prochaine destination bon marché. Les centres historiques ont été relativement épargnés du développement urbain des dernières décennies, et le lubie pour les city-trips et les expériences authentiques ne fait qu'augmenter. Les lignes aériennes low cost ont rendu possible les excursions de courte durée tout au long de l'année, et donc la possibilité d'une économie locale totalement dépendant de l'afflux de touristes (avant, les commerces devaient fermer les portes en dehors du saison touristique, ou devaient puiser leur clientèle d'un mix de locaux et de touristes). Les subventions de l'Union Européenne ont permis d'améliorer l'infrastructure locale et la délinquance de rue est à un point bas historique (cela paraît être un phénomène qui se produit partout en Europe, et ne peut donc être expliqué par des questions politiques et/ou économiques locales). Les riches, ayant réussi à recueillir les fruits de l'austérité, se vouent à nouveau à leur vieillesse : l'immobilier. Et au final, qui peut être contre l'influx de gens qui veulent dépenser de l'argent en moment de « crise économique » ? Nous sommes invités à considérer ceci comme une opportunité et à devenir flexibles et innovateurs, plutôt que comme un processus d'exclusion qui te – et pas seulement – poussera dans une position de dépendance accrue (se conformant aux demandes de l'économie et des institutions afin de survivre).

Les transformations qui se donnent dans les quartiers les plus concernés sont très brutales. Du moment qu'une zone est déclarée sûre pour les passants, l'espace public devient rapidement dominé par les touristes et leurs besoins. Les habitations deviennent de locations de vacances. A Porto, beaucoup de bâtiments voués au tourisme étaient encore à l'abandon il y a quelques années, vu que la fuite des classes moyennes vers les périphéries – avec son confort moderne et le déplacement des habitants pauvres vers des projets de logements sociaux – n'a pas été comblée par un mouvement d'immigration (le nombre des habitants du centre-ville est en déclin depuis les trois dernières décennies et l'est toujours). Les habitants de « ilhas »² sur la pente à côté de la fleuve ont été expulsés, généralement sous le prétexte de sécurité, expulsions suivies par la démolition de tous les bâtiments. Mais certains sont encore là et sont vendus aujourd'hui comme de « l'immobilier de luxe » (ah, l'ironie!), et à d'autres endroits, des ilhas vides sont transformés en appartements pour touristes. A Lisbonne, avec sa position de capitale du pays, la pression sur le marché du logement a été constante, et donc une nouvelle loi facilitant de mettre fin à des contrats de location était considérée nécessaire (avec un peu de pression de la Troika – les vieux contrats de location d'avant 1990 le rendaient très difficiles pour les propriétaires d'expulser les locataires). Les propriétaires se sont petit-à-petit débarrassés des anciens contrats et de leur « anciens » locataires, les remplaçant avec des profits tirés du Airbnb.

Un certain grogne se manifeste depuis les quartiers. Mais le mécontentement est resté plutôt poli si on prend en compte les changements drastiques. Sans doute, l'idée que le Portugal doit être content avec toute l'argent qui entre dans l'économie, peu importe d'où elle vient, a un effet calmant énorme. Les groupes gauchistes militent pour une distribution plus égalitaire des profits générés par le tourisme, argumentant pour la cohabitation entre touristes et locaux et plus de contrôle sur le secteur touristique. Ces positions n'ont donc rien de radicale et la politique locale est réceptive envers elles. Les conseils des villes ont ventilé leur « préoccupation » pour quelques effets contraires du tourisme. Quelques mesures ont été prises pour calmer les locaux, allant de limiter l'accès de Tuk Tuk aux quartiers à la donation de matériaux de rénovation aux ilhas. A Porto, le département du logement social ont rénové des maisons dans le centre historique et y installent des familles qui avaient été reléguées aux logements sociaux dans la périphérie. Il s'agit peut-être d'un geste limité et symbolique, ou d'une manière pour faire repartir le réaménagement de certaines rues qui pour l'instant ne se trouvent pas sur le radar des investisseurs privés (par exemple, en rénovant les façades). Il pourrait aussi être une tentative de maintenir un peu d'« authenticité » dans la ville, car tout endroit envahi par le tourisme tend à perdre son unicité et devient alors moins intéressant pour les touristes.

Cela découvre un des pièges d'une opposition à la touristification. La lutte pour maintenir une vie locale dans un certain quartier risque de contribuer justement à l'attractivité de ce quartier pour des touristes. L'opposition à la vente du centre culturel Coliseu (en 1995) et à la privatisation du Teatro Rivoli (en 2006 – la privatisation a été annulée plus tard par le nouveau maire) prend une nouvelle signification avec le recul, maintenant que ces espaces culturels sont devenus des facteurs importants dans la revitalisation du centre-ville de Porto comme hub de consommation (exprimant la reconfiguration du rapport entre culture et capital). Une telle lutte risque aussi de s'aventurer sur les pentes glissantes de « l'authentique », défendant des rapports sociaux et des conditions de vie à l'intérieur des quartiers qui sont étouffantes et oppressives simplement parce qu'ils sont plus « réels ». Cela peut virer vers une guerre de mots privée de sens avec ceux qui veulent commercialiser l'authentique, et un soupçon implicite envers tout changement et une préférence a-critique pour l'ancien. Mais la réalité dresse un tableau bien plus ambiguë. Qui représente à Rua do Capelão - Largo Severa - Rua da Guia l'authentique Mouraria (Lisbonne) ? Le ginjinha bar de 5m² avec son propriétaire sympa qui échange des sourires, le centre culturel fado qui célèbre les origines de la musique fado, le restaurant chinois clandestin, caché mais connu par tout le monde, les mitras³ à la fin de la rue comptant sur les trickle-down economics ? Probablement une combinaison de tout ça, mais personne de ceux-là a des scrupules envers le fric que les touristes amènent, ni des problèmes avec les investissements de la ville dans le réaménagement des rues et des places.

Retournez trois cases en arrière

Comme on a dit au début du texte, ces changements sont très visibles et se déroulent dans les quartiers où nombreux d'entre nous habitons. Nous sommes donc bien obligés de réagir d'une manière ou d'une autre. Mais on devrait être conscient de la course de haies qu'est ce sujet si nous comptons de s'y confronter d'une position autonome et anti-autoritaire. Les institutions locales et les activistes gauchistes semblent très impatients de faire la médiation de tout signe de protestation ou même juste de malaise. Si une résistance plus consistante se développe, elle sera toute de suite mesurée afin de déterminer sa légitimité représentative et se verra attribué en conséquence sa place sur le tableau du Strategic politique. Refuser ces tentatives de récupération, tout en ne pas se laisser isoler du quartier (où beaucoup de personnes tendent à avoir des opinions ambiguës ou contradictoires), sera très difficile. Le processus de touristification est rarement poussé par des gens anonymes de l'extérieur comme les grands investisseurs qui construisent des hôtels cinq étoiles. Mais quoi d'un bar local qui attire beaucoup de non-locaux ? Et quoi des locaux qui payent leur loyer en offrant de l'hébergement aux touristes ? Ces choses peuvent déclencher des débats très intéressants, mais tendent à finir en conclusions défaitistes et cyniques (le plus optimiste : amu-

sons-nous/profitons-en tant qu'on peut). On peut s'imaginer de se battre contre cette léthargie en créant des structures autonomes. L'exemple de Es.Col.A (2011-2012) dans le quartier de Fontinha (Porto) vient en tête. Créer des rapports différents qui ne dépendent pas de la logique capitaliste ou étatique, peuvent pousser l'idée de ce qui est possible au-delà des questions d'immédiateté et de survie (la réponse de la municipalité – répression, investissement dans leur propre centre social et réaménagement de quelques rues – montrent qu'ils ont perçu l'espace auto-organisé comme une menace à leur légitimité). Mais les temps ont changé et ce genre de projets dans les quartiers qui subissent déjà la gentrification risquent de perdre leur équilibre et contribuent, plutôt que de résister, à la gentrification.

Est-ce que nous sommes capables de défendre l'autonomie de la résistance contre les tentatives de récupération ? Est-ce que nous serons capables de créer un discours anti-autoritaire qui s'oppose aussi aux rapports oppressives existants ? Si nous voulons être visiblement présents, avec qui est-ce que nous voulons nous organiser ? Et contre quoi ? Qu'est-ce que ça veut dire de rendre un quartier pas sûr pour des investisseurs ? Où est-ce que nous tirons les lignes et comment est-ce que nous sabotons des développeurs qui « montent un commerce » ?

Chance

Le tourisme ne résume pas tout ce qui se passe. Derrière le coin, une dynamique différente se dessine, même si elle est intrinsèquement liée avec les questions de restructuration urbaine. La mairie a compris que le tourisme n'est pas éternel et si la ville est encore perçue comme the-place-to-be, elle parie aussi sur un autre secteur, celui de l'économie numérique.

Si Porto a eu son prix en 2017 quand la ville a été sélectionnée comme la Meilleure Destination Européenne, Lisbonne était déjà quelque pas en avant quand elle a reçu la médaille de Capitale Européenne de l'Entrepreneuriat en 2015 et a organisé le Sommet du Web annuel en 2016. Des politiciens qui paradedent avec le nombre de start up peut sembler rien de plus que la mascarade des bonnes nouvelles si on a en tête qu'une bonne partie de l'économie portugaise consiste déjà de petites commerces qui génèrent à peine des revenus pour plus de 2 à 10 personnes, et que de nombreuses personnes sont revenues à une économie de survie lors de l'austérité en tentant de vendre n'importe quoi (nourriture, boissons, artisanat – surtout destiné aux touristes) et en montant leur propre commerce. On pourrait dire qu'il s'agit de régression plutôt que de progression en termes économiques. Mais il y a un nouveau joueur, le secteur digital, qui se voit aussi octroyé plus de privilèges. Après le Golden Visa (pour des non-européens qui investissent des sommes significatives), il y a le Startup Visa (visant des professionnels IT et ingénieurs de l'Inde), il y a le 0 % taxes, la Empresa Na Hora (toute la bureaucratie pour

créer une nouvelle entreprise est réglée en 48 heures). Le gouvernement central peut le trouver dur de faire la compétition avec les fonds que d'autres pays destinent à « l'innovation », mais il est aussi flexible et indulgent qu'imaginable. A Lisbonne, à part les événements et la promotion inévitable de la ville (Lisboa Startup City), les espaces de co-working, les incubateurs et les accumulateurs poussent partout, des zones spécifiques sont développées pour mimer l'ambiance Silicon Valley (principalement à côté de la fleuve, à l'ouest de Cais do Sodré, mais sans se limiter à Lisbonne même, comme on voit avec Lisbon South Bay). Entre temps, Porto tente de combler son retard et dessine des plans pour transformer le quartier autour de Campanhã en son propre tech hub. Il y a quelques années, la ville de Porto a installé autour de 800 capteurs dans la ville et dans les transports en commun (d'anémomètres – mesurant la puissance du vent – aux microphones mesurant le bruit), rassemblant toutes ces informations dans des banques de données et transformant la ville en laboratoire vivant (sous la bannière de Future Cities4). Ces big data doivent bien constituer un big appât pour les entreprises de technologies.

Les deux villes aimeraient que l'industrie technologique va se concentrer dans la partie délabrée ou « marginale » de la ville, afin de nettoyer et développer (c'est-à-dire, rendre rentables) ces quartiers. Mais les start up évitent typiquement d'investir dans les espaces de travail, recherchant plutôt la proximité avec des gens ayant la même vision des choses et des investisseurs qui se trouve, pour l'instant, justement dans d'autres quartiers où « il se passe déjà quelque chose ». Les grandes entreprises de l'industrie technologiques ne montrent qu'un intérêt modéré (tant de villes dans le monde entier souhaiteraient devenir la prochaine ville huppée du capitalisme) et, comme on disait avant, l'État ne dispose pas de suffisamment de fonds. La question reste donc si suffisamment d'investisseurs privés vont se pointer pour construire une infrastructure de presque zéro. L'industrie du tourisme semble bien installée, l'industrie technologique teste encore les eaux.

Les quartiers populaires dans les centres-villes sont rapidement transformés en zones de consommation, parcs à thèmes pour visiteurs (pas seulement des touristes de l'étranger, mais aussi pour les habitants de la zone métropolitaine). C'est une vraie perte, car les rapports qui ne sont pas quantifiés en profits et qui sont averses aux règles et régulations imposées par le gouvernement de la ville se voient ainsi détruits. Mais cette perte est un fait depuis des années (et pour les jeunes générations, c'est ainsi depuis toujours) pour la grande majorité des habitants de la ville, car ils vivent la réalité de la périphérie. Ils redécouvrent le centre justement parce qu'on lui a donné un nouveau destin comme partie intégrale de la métropole. Ils naviguent à travers la ville suivant les flux gérés de façon centralisée (lignes de métro, routes menant au parking le plus proche) et les applications numériques (où trouver des amis, des fêtes, des événements, le nouveau place-to-be).

Ainsi, un conflit dans une ville qui est centré sur l'opposition à la gentrification d'un quartier peut se retrouver marginalisé comme une prise de position défensive d'un segment très précis de ses habitants. Un conflit qui développe aussi une critique de l'économie numérique (contre la quantification de la vie, contre la tentative de la rendre transparente et de la soumettre à la logique capitaliste et aux comportements normés) pourrait peut-être toucher plus de gens. Et cela nous oblige à réfléchir à nouveau sur la communication (comme un effort contre l'isolement) et d'en expérimenter des nouvelles formes.

Le déploiement de l'infrastructure de l'internet partout dans le monde a été salué comme la base pour l'émancipation de groupes marginalisés, l'enrichissement de l'expérience individuelle, l'expression de la différence sans limites. La réalité pour la grande majorité des utilisateurs de l'internet semble bien être le total opposé. La misère de la vie sociale, médiée à travers les entreprises de l'internet, devrait être articulée clairement ; la pression constante (ou les incitations) de prétendre (et la tension émotionnelle que cela génère à cause de la contradiction avec la réalité), la disponibilité 24h sur 24 et l'indésirabilité sociale de déconnecter, les rencontres privées de toute substance ou de discordance, le jury populaire de la section de commentaires, etc. Tout cela est exploité par des entreprises qui recueillent tout détail personnel que nous laissons afin de vendre de l'espace publicitaire pour nous cibler. Des entreprises qui visent à savoir tout, à réaliser un monopole sur les articulations de nos vies. La transparence qu'est demandée de nous (et qui est récompensée par plus d'applications) nous mène sur la voie d'une société de conformisme total (mais t'inquiètes, il y a suffisamment de « styles de vie » personnels à choisir) avec des répercussions directes pour ceux qui refusent et un renforcement du contrôle pour ceux qui résistent. La dépendance croissante des applications numériques (conçues comme des produits de consommation) réduit les capacités de créer nos propres outils et méthodes à travers l'expérience et la réflexion. Un smartphone ne renforce pas notre autonomie, il fait plutôt le contraire. Naviguant dans nos vies avec les appareils digitaux à portée de main, nos actions se voient aussi modelées par les conceptions du monde et les notions moralistes de ses créateurs. Nous finissons par quantifier tout pas qu'on fait, calculer nos gains (par seulement pour nos comptes en banque – ou de Bitcoin et de Paypal – mais aussi pour notre santé, notre statut social, etc.). Sommes-nous en train de vivre la vie ou en train de la gérer ?

Une critique de l'économie numérique et de la technologie devrait développer un discours qui part des expériences réelles et vécues dans le monde digital (en plus d'une critique sur la restructuration territoriale qu'il implique). Une telle critique reste un projet très difficile, car les applications technologiques et numériques sont de plus en plus normalisées non uniquement comme moyens pour « faciliter » ou « jouir de » la vie, mais aussi pour « vivre » la vie. Une critique radicale du numérique peut être facilement perçue comme une attaque contre la vie de ses utilisateurs. En même temps, une compréhension critique de la technologie est évitée, car considérée trop acide ou pessimiste, ou tournée en parodie (gravitant vers une utopie numérique horizontale ou une dystopie imaginée par les théories de conspiration). Mais l'urgence d'une critique du numérique gagnant la vie humaine est grandissante et doit trouver son expression dans des expériences pratiques (et pas seulement dans des entreprises intellectuelles).

Gagner pour perdre, perdre pour gagner

Le but de ce texte n'est pas de faire de assertions absolues, ni de donner plus de valeur intrinsèque à telle ou telle chose. Les choix de focaliser le conflit social dans une ville sur le tourisme ou l'économie numérique, de focaliser sur la visibilité dans un certain quartier ou d'élargir la portée, de focaliser sur l'approfondissement de rapport de solidarité ou sur l'expression de critiques de l'autorité, créent tous leur propre potentiel et ont tous leurs limites. Ce texte veut rajouter une autre dimension dans la myriade d'intentions, motivations, pensées, actes. Dans le meilleur des cas, on les aurait tous (et il y aura l'anarchie!). Nier complètement (consciemment ou pas) ces différents aspects et pousser en avant un seul aspect, serait la pire des situations.

Dépasser la défensive et passer à l'offensif, est probablement le pas le plus grand et le plus crucial à faire au sein d'un conflit. Il n'y a pas de garantie de vaincre (et vaincre pourrait même impliquer perdre beaucoup – voir trop – ; et à l'inverse, ce qui peut sentir comme une perte, pourrait se révéler de ne pas en être une). Mais l'issue directe d'un conflit social est rarement le plus important. D'ailleurs, quand on vise la subversion de la société et de ses rapports d'exploitation et d'oppression, on ne peut être satisfaits qu'à des moments. Comment provoquer ces moments, les étendre et les donner un écho reste une question ouverte, car ils font partie d'une vie d'errance et pas d'une vie programmée. En multipliant les expériences, en approfondissant la compréhension, on pourrait être capables de s'orienter, de fixer des paramètres, de tracer des lignes, de tendre dans une direction. Au moins, pour l'instant.

[1] Le discours académique sur la gentrification représente plusieurs problèmes. Tout d'abord, sans une critique des rapports de pouvoir, toute personne devient à part égale complice dans le processus de gentrification. Aussi, dans ces analyses, il n'y a pas de place pour l'éthique des individus, on est réduit à des rouages de la machine. Cela représente une vision déterministe de la société, permettant uniquement des perspectives réformistes (ajustant le processus quelque peu) et fatalistes. Enfin, ce discours crée une histoire générique de la gentrification, permettant aux professionnels de la critique de la gentrification de voyager dans le monde entier pour faire des présentations et des ateliers, imposant leurs conceptions moralistes et gauchistes de résistance sur les dynamiques locales.

[2] Ces petites ruelles avec des maisons d'un étage, pressées les unes contre les autres, sont les restes de l'industrialisation de la ville. Une grande maison donnant sur la rue, habitée par le propriétaire de l'usine ou d'un employé diplômé (ingénieur par exemple), était la porte d'accès vers le « ilha » derrière ; une architecture renforçant la propriété et le contrôle des ouvriers par les patrons.

[3] Les mitra sont les jeunes (ou jeunes de cœur) des quartiers populaires, reconnaissables à leur style de vêtements inspiré par le hip-hop. L'équivalent à Porto, ce sont les gona.

[4] Un autre mot en vogue ici c'est Smart City, un concept tellement vaste qu'il devient difficile à utiliser. On pourrait dire que Smart City réfère à tout dans la gestion et la planification d'une ville qui peut être digitalisé et connecté. Les projets de Smart City sont principalement d'ordre gouvernemental (le plus souvent, une digitalisation de la bureaucratie pour la rendre plus efficace), et du domaine des transports et de l'énergie (il semble y avoir une préférence pour des sujets qui sont déjà pensés en termes de flux et de nœuds). Le domaine de la sécurité (l'intégration de différentes formes et plate-formes de surveillance, ainsi que l'introduction de nouvelles technologies comme la reconnaissance faciale et l'analyse par logiciel des comportements et des situations) reste encore un peu sur l'arrière-plan pour l'instant, probablement pour éviter que la Smart City s'associe aux images dystopiques de Big Brother (quoiqu'aux Pays-Bas et dans le Royaume-Uni, on teste les possibilités sans trop de retenu). Il est évident que quand tout dans une ville (y compris ses habitants) sera traduit en données et sera connecté, tout et tout le monde deviendra traçable et visible (aux entreprises et aux institutions).



Contre le TAP, bloquer tout !

Juillet 2017 - Italie

Nous voulons tenter de discuter sur l'énergie et à quoi elle est liée. Pour ce faire, nous partirons de la construction d'un gazoduc de quelques milliers de kilomètres qui devrait passer aussi par la zone où nous habitons. Ce gazoduc s'appelle TAP et devrait partir de Azerbaïdjan pour finir en Salento (Italie), passant par la Géorgie, la Turquie, la Grèce, l'Albanie et l'Adriatique, pour transporter du méthane. Nous continuerons à utiliser le conditionnel vu que l'œuvre n'a pas encore été réalisée, même si des travaux sont en cours dans les différents pays touchés. Ce sera pour nous l'occasion – l'énième – de comprendre pourquoi nous voulons nous battre contre une nuisance spécifique et comment le faire.

Nous nous sommes posés la question de la centralité qu'occupe l'énergie dans un système comme celui dont on est immergé. Il n'existe pas de sphère qui ne nécessite pas, pour sa survie, d'une production et d'un fournisseur d'énergie toujours en croissance exponentielle. On peut dire, sans répéter des banalités, que tout tourne autour de ce point.

Ces dernières décennies, nous avons assisté à la multiplication des sources de production d'énergie. Proportionnellement à la multiplication des marchandises, les sources pour produire l'énergie ont connues une importante expansion qui est aussi liée à la finitude des matières premières. En même temps, les technologies et la recherche ont développés des nouveaux systèmes qui permettent de produire toujours plus. Quand on pense au photovoltaïque par exemple, très probablement la prochaine étape d'une production d'énergie qui utilise une technique toujours plus sophistiquée et surtout, qui peut être utilisée partout. Le photovoltaïque civil et industriel pour fournir les maisons, écoles et usines ; celui militaire, pour fournir les dispositifs et appareils qui permettent de faire fonctionner la machine de guerre. Récemment, il y a eu la nouvelle qu'un avion pouvait voler sans carburant, justement grâce aux panneaux solaires. Ou qu'on pense aux nanotechnologies et à leurs applications précisément dans la construction d'appareils (technologiques-informatiques) capables de fonctionner sur l'énergie solaire.

Cette diversification des sources énergétiques semble être une constante et une exigence impérieuse et fondamentale pour un système qui tente de se reproduire et que cherche toujours des nouvelles voies pour exploiter la planète et ses ressources jusqu'à l'épuisement. Une idéologie dominante régit les théories et modalités qui sont adoptés dans la recherche, la production et la distribution de toujours plus d'énergie. Pour que ça marche, tout y doit être soumis et doit être transformable. Lieux, systèmes de vie ou de survie, économie de territoire, qu'elle soit organisée au niveau étatique ou au niveau traditionnel. Quand on observe un lieux avant et après l'avancement du « progrès » énergétique, on est frappé par la transformation de sa géographie. Dans cette même direction est utilisé aussi le langage : les vastes campagnes incultivées deviendront des déserts à remplir avec des infrastructure de tout type qui apporteront le bien-être, le développement, le travail etc.

Changements irréversibles

Mais on peut saisir combien fondamental soit le besoin d'énergie pour la perpétuation de ce système aussi dans d'autres aspects. Constamment soumis à des impulsions et des stimuli de toute sorte, nous assistons souvent inertes au changement opéré dans nos vies, à la perception que nous avons de ce qui nous entoure, à l'égalisation de l'être humain à un modèle robotique et des êtres vivants à la marchandise. L'être humain comme les autres êtres vivants sont les cobayes d'une série d'expérimentations qui préparent le futur, voir le présent immédiat. Il suffit de regarder l'utilisation qu'on fait d'instruments comme les smartphone pour comprendre comment ceux-ci ont totalement révolutionné l'approche que les personnes ont entre elles d'un point de vue relationnel, communicative et émotionnel. On communique rapidement, donc il faut toujours être au qui-vive, toujours prêt à répondre, toujours être présent. Le changement qui s'enracine de cette façon est irrémédiable. Il habitue l'être humain à devenir une machine, à codifier et à décoder des signaux, des images, des paroles ; au niveau social, se génèrent des automates qui, en appa-

rence, sont réunis par un même et seul langage, mais parlent en fait des langues différentes, car le langage unique n'est pas, justement, une véritable langue, mais un ensemble fragmenté de données. Celui qui n'en dispose pas, est coupé dehors. S'il est vrai que nous parlons un langage pensé, peu importe quel qu'il soit, tout ce qui modifie, altère ou pire, diminue notre capacité de paroles ne peut donc que diminuer aussi notre capacité de pensées. Mais ceci est un aspect certes important, mais qui risquerait de nous porter trop loin.

Complicités tressées

Pourquoi y a-t-il donc besoin de toute cette énergie et qu'est-ce que voudrait alors dire commencer ou continuer à la soustraire dans une perspective qui tente de bloquer, d'interrompre le flux, de détruire.

Le gazoduc que le multinational TAP veut réaliser et qu'il est en partie déjà en train de construire, nous a offert l'occasion ultérieure pour cette réflexion. Partout nous voyons le Pouvoir économique et étatique tenter de construire de centrales de toute sorte afin d'extraire des ressources. Des éoliennes aux panneaux solaires, des centrales de biomasse aux nucléaires, du charbon au pétrole. Et quand nous rentrons dans le sujet pour comprendre qui intervient, et comment, dans la réalisation de ces usines et infrastructures, on se rend compte que la reproduction technique de ce monde arrive déjà avec la conception de ces grands projets. Avec les échanges financiers en premier lieu. Avec l'intervention d'entreprises et de multinationales spécialisées dans les secteurs du contrôle social, de la guerre, de la construction de nos chaînes. Entre ceux qui travaillent pour le TAP, on ne peut que souligner la présence des entreprises italiennes Bonatti Spa et Carlo Gavazzi Impianti, qui devront livrer et placer les tubes du gazoduc. Ces entreprises sont connues depuis quelques décennies pour leur participation à la construction des centrales nucléaires dans les années 80 et pour leur présence dans les zones chauds du monde où différentes sources énergétiques peuvent être exploitées, des territoires peuvent être colonisés et des guerres peuvent être menées. L'exemple de Bonatti est suffisamment significatif du comment la présence de ces entreprises dans le monde entier est fonctionnel à l'accaparement des ressources par les Etats occidentales et de comment des brins de guerres se diffusent.

L'autre exemple est celui des multinationales comme l'entreprise indienne Himachal Futuristic Communication qui devrait placer les fibres optiques tout le long du trajet du gazoduc. Ce multinationale collabore avec la défense militaire indienne et vante, parmi ses produits, tout ce qui sert aux soi-disant « Smart Cities », de la vidéosurveillance aux dispositifs de toutes sortes qui rendent les villes rapides, tout le temps connectées, technologiques, contrôlées dans tous leurs aspects. Ou encore Honeywell, présente dans plusieurs pays, qui réalisera un système de récolte de données pour tout le

trajet et qui se vante de produire des robots intelligents et des vêtements hyper-technologiques pour garantir la sécurité au travail (spécialisé). Ou encore Siemens, dont on retrouve le nom sur tant de machines à usage domestique, ou Saipem de l'entreprise italienne ENI, qui devra construire le trajet sous-marin du gazoduc. Enfin, il y a des grosses marques, comme Coin et OVS, qui sont liées à l'entreprise albanaise Gener 2, qui, à part des ponts et des rues, construit en partenariat avec les deux marques, des grandes surfaces pour la vente au détail.

Interrompre, bloquer, soustraire

Des raisons pour s'opposer à un gazoduc, on en a trouvés tellement, mais nous voudrions repartir de la question initiale. A qui sert toute cette énergie, comment est-ce que nous pouvons interrompre ses flux. L'Union Européenne a désigné l'énergie comme un de ses points les plus sensibles : les sources énergétiques sont des « infrastructures critiques » à protéger à tout prix. Qu'elles ne servent pas à allumer la lampe à la maison est assez évident, et bonne nuit à ceux qui aimeraient une décroissance de la consommation pour sauver l'environnement et la vie sur la planète.

Que la production de toujours plus d'énergie sert à reproduire l'organisation sociale et technique de ce système est hors de doute. Avec tous ses appareils, de guerre en premier lieu, industriels et technologiques en second lieu, et de contrôle et de gestion en dernier lieu.

Interrompre signifie vouloir saper à la base la nécessité primaire de ce monde, une nécessité qui alimente et soutient l'autorité, le pouvoir, l'économie et donc les Etats et le Capital. De l'autre côté, c'est ce qui se passe de temps en temps quand on entend parler de puits de pétrole incendiés, de gazoducs sabotés, d'oppositions radicales à l'extraction de charbon qui sert à l'industrie militaire, comme cela arrive dans le forêt de Hambach en Allemagne ou là où on essaye d'empêcher la construction d'oléoducs, comme au North Dakota dans les Etats-Unis, qui annuleront la vie et l'histoire des gens qui y habitent.

Le langage pensé est souvent un langage simple : détruire ce qui nuit n'est que son reflet immédiat.

Projet

On se pose des questions et de la théorie à la pratique, on se demande comment rendre possible une projectualité anarchiste. Nous pensons que parmi les différentes voies possible, être munis d'une propre projectualité anarchiste nous soit le plus adapté. On insiste sur des concepts que nombreuses personnes pourraient considérer comme des simples évidences, mais peut-être ils ne le sont pas pour tout le monde. En tout cas, nous pensons qu'on peut intervenir dans une lutte spécifique en partant de ce que nous sommes, des individus contre l'autorité et la politique, peu importe les formes dans

lesquelles elles se manifestent. On le considère donc important de ne pas se séparer de ce point de départ.

Si au niveau théorique, on part de ce qu'une nuisance particulière, comme par exemple le gazoduc TAP, représente à l'intérieur de ce système énergétique et économique, et de ce que signifierait s'opposer à celle-ci pour bloquer ou interrompre un flux afin de créer une rupture, peut-être significative dans l'état des choses actuel, d'un point de vue pratique nous pensons que la multiplication et la diffusion d'actes d'opposition et d'attaque sont des chemins qui peuvent être parcourus, et qui sont reproductibles.

Nous entendons par attaque non seulement la réalisation d'actes destructifs ou incisifs, mais aussi le fait d'agir en prenant l'initiative, en se construisant des possibilités et des perspectives, et donc non pas agir seulement en défensif, en réponse, aux plans que d'autres ont élaborés. Diffuser la contre-information, agir par surprise, agir avec fantaisie, identifier des objectifs continus, faire des dégâts, ouvrir des brèches. Parmi d'autres choses, suggérer l'hostilité envers les nombreux collaborateurs d'un œuvre. Une méthode pour essayer d'intervenir sans délégation, sans compromis, avec clarté.

Pour aller où alors ?

La particularité d'un œuvre et l'opposition contre celui-ci peut être une étincelle qui généralise l'attaque sous deux points de vue. Une méthode qui se diffuse et une pratique qui se reproduise, une théorie qui se propage et qui s'internationalise. Energie, technologie, contrôle, guerre, frontières, économie, autorité. Si les sphères ne sont souvent pas aussi définis, certains et univoques, mais ramifiées et présentes dans tout aspect de la vie, l'opposition et l'attaque aussi peuvent se ramifier et se diffuser.

Dans un monde de personnes avec la tête basse en attente d'un bip qui réveille leurs sens, surchargés de tout type de marchandise et de toute sorte de nuisance, soustraire, enlever, bloquer, détruire ne sont plus à renvoyer.



Un année à faire du bruit

Été 2017 - Minnesota

Le texte qui suit a été écrit durant l'été 2017 à Twin Cities (ou „villes jumelles“, à savoir Minneapolis et Saint-Paul, dans le Minnesota, au nord des Etats-Unis) et publié anonymement sur le site de contre-info Conflict MN. Il arrive à la suite de plusieurs mobilisations antifascistes dans les environs, qui, comme on le verra dans l'article, sont en perte de vitesse. Ce texte examine la dynamique des manifs contre les prisons à Minneapolis comme source potentielle de renouvellement pour le mouvement autonome.

Twin Cities est certainement une région du monde fortement pacifiée, où les conflits sociaux sont des événements exceptionnels. Nous proposons d'explorer les possibilités de rendre plus nets les antagonismes, dans l'espoir que ce texte puisse servir d'inspiration pour d'autres qui luttent dans des contextes pacifiés similaires dans le monde.

Octobre 2017

C'est loin de nous enchanter, mais reconnaissons-le : les efforts autonomes ont fait défaut cette année, en tous cas jusqu'ici. Nous ferions bien de nous rappeler que la révolte existe partout, même lorsqu'invisible à nos yeux, mais quoi qu'il en soit, nous restons insatisfaits. L'excitation ressentie le 20 janvier, cette sensation de potentiel, n'a fait que nous filer entre les mains depuis lors. Alors que Trump prenait ses fonctions et que des millions de gens dans le pays étaient poussés à prendre position, c'est la gauche qui les a accueillis à bras ouverts. Les anarchistes et autres rebelles autonomes semblent partout avoir été pris au dépourvu le 21 janvier et il semble que Twin Cities ait été la plus lente à rattraper le mouvement.

Par dessus-tout, il semble que les efforts combatifs aient été investis dans l'organisation locale antifasciste. L'aire métropolitaine a vu au moins quatre affrontements d'importance entre patriotes de toutes sortes et antifascistes durant autant de mois. Au cours du temps, une

tendance à la baisse semble se dessiner en matière de capacité offensive du côté antifasciste : chaque action voit la droite s'approcher toujours plus près d'une victoire décisive. Cette assertion est sans doute discutable, mais ce n'est pas l'objectif de ce texte que d'examiner en détail les affrontements des mois passés. Nous voulons plutôt nous pencher sur ce que nous voyons comme quelques pics d'activité autonome collective, dans l'espoir que cela puisse inspirer ceux qui se sentent aussi insatisfaits que nous le sommes de la trajectoire que prennent les choses.

Il est clair pour nous que durant les dernières années, le véritable pic de conflit à Twin Cities est à trouver dans les ruelles autour de Plymouth Avenue[1] ou sous les arbres le long de la route Interstate 94[2]. Les analyses de ces moments sont importantes et incroyablement utiles. Cependant, elles restent des réactions spontanées à une suite particulière d'événements qu'aucun d'entre nous ne serait capable de mettre en branle. C'est pourquoi nous allons plutôt analyser une série de manifestations contre „l'établissement pénitentiaire pour mineurs du Comté de Hennepin“, autrement dit, la prison pour jeunes. Pas que nous croyions que faire du bruit devant les taules soit plus important que d'autres formes d'action, mais dans l'espoir que cette analyse puisse inspirer des actions plus créatives dans le futur.

Fin 2015, un appel public a été lancé anonymement pour une manifestation dans le centre-ville le soir du Nouvel An. Quelques personnes se sont retrouvées au métro Government Center, ils ont parcouru trois blocs jusqu'à la prison pour mineurs, déployé une banderole et tiré quelques feux d'artifice. Les gens se sont dispersés rapidement sans incident. Si la police était au courant de l'appel, ils n'ont pas semblé agir en conséquence. Quelques semaines plus tard, l'expérience a été répétée presque à l'identique pour la journée de solidarité avec les prisonniers trans du 22 janvier.

A la fin de l'été 2016, l'organisation et l'agitation autour de la grève des prisons du 9 septembre étaient passés à

la vitesse supérieure. A Minneapolis, il était prévu de se retrouver dans l'Elliot Park le 10 avant de marcher les six blocs jusqu'à la prison pour mineurs et aller y faire du bruit. L'appel lui-même était anonyme mais le comité d'organisation des travailleurs incarcérés de l'IWW[3] lui a prêté une certaine dose de crédibilité publique en terme d'organisation. Le 10, environ cinquante personnes étaient au rendez-vous. Le groupe a marché jusqu'à la taule et a tiré plusieurs feux d'artifice jusqu'à l'arrivée d'un agent de sécurité de l'établissement. A ce moment-là, le groupe a continué vers le centre-ville, vandalisé deux ou trois bâtiments avant de s'arrêter brièvement devant la prison pour adultes situé dans l'office de sécurité publique. La police, qui était apparue au cours de la manifestation, est restée à distance du groupe qui est lui retourné à l'Elliot Park se disperser.

Il y a ensuite eu un appel en vue d'une deuxième manif pour faire du bruit en solidarité avec la grève des prisons du 22 octobre. Cette fois, la police est venue préparée avec plusieurs patrouilles qui tournaient autour d'Elliot Park. Une vingtaine de personnes sont venues à la manif, mais cette fois la plupart étaient masqués alors qu'il n'y en avait qu'une minorité à la manif précédente. Le groupe s'est lancé d'un pas rapide vers la prison pour mineurs, a tiré des feux d'artifice et fait demi-tour pour revenir au parc. La dispersion a été bien plus chaotique, des patrouilles de police suivaient les gens dans le parc et essayaient de suivre certains participants jusque chez eux. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas eu d'arrestation.

Au Nouvel An, il y a eu une nouvelle manif, suivant le même schéma depuis Elliot Park jusqu'à la prison pour mineurs. Cet appel n'a pas circulé publiquement mais a quand même réussi à rassembler une quinzaine de personnes. Une fois formé, le groupe a pris sa route habituelle, des graffitis sont apparus presque instantanément. Les gens sont arrivés à la prison, et une fois de plus, des feux d'artifice ont été tirés pendant que d'autres bombaient des messages sur la taule. Le groupe s'est alors replié vers l'Elliot Park, non sans avoir brisé l'une des vitres du bâtiment auparavant. La police est arrivée quelques blocs avant le point de dispersion, et a à nouveau essayé de suivre les gens, quoique sans succès.

Et finalement, le 20 janvier 2017, un groupe d'au moins cinquante personnes s'est séparé du cortège anti-Trump à Government Center et s'est dirigé vers la prison pour mineurs, où des feux d'artifice ont été tirés. Sans attendre, la foule a continué son chemin dans le centre-ville, vandalisé une banque Wells Fargo avant de se refondre dans le rassemblement de masse. Alors que la police était prête pour la manifestation publique, l'échappée surprise les a pris au dépourvu et n'a pu être surveillée qu'à distance.

En somme, il y a plusieurs choses à considérer afin de parfaire nos forces collectives. Avant tout, il y a le dilemme de l'annonce : un appel public donne la possibilité à des personnes extérieures à nos milieux de participer,

mais garantit une supervision policière des plus strictes. Cependant, il semble que les manifestations qui ont été annoncées publiquement n'en ont pas beaucoup bénéficié, à l'exception de celles qui ont profité de l'attention de campagnes plus larges (par exemple la grève des prisons ou l'investiture). Par ailleurs, les deux premières manif devant la prison nous montrent la possibilité de tirer des feux d'artifice clandestinement. N'importe qui peut se rendre devant une prison seul ou en compagnie d'un groupe affinitaire pour tirer des feux d'artifice et disparaître rapidement. Ce qui ne requiert aucune préparation préalable si ce n'est de se familiariser avec le terrain.

On peut assumer qu'Elliot Park est devenu le point central des manif sauvages dans la mesure où il offrait un terrain bien plus favorable que la place de Government Center, ou que tout autre lieu du centre-ville d'ailleurs, tout en étant situé à une poignée de blocs seulement de la taule. C'est un endroit plus proche de Minneapolis sud, dans un quartier plus résidentiel, pas bien éclairé ni complètement sous surveillance. Ce pourrait bien être la meilleure option au centre-ville, qui est lui-même coupé du reste de la ville par des autoroutes, mais c'est encore loin d'être idéal. Trouver des zones où la police peut difficilement nous suivre ou nous observer est crucial, mais ce sont justement ces espaces que les villes sont bien décidées à éliminer. Pour d'autres cibles que la prison pour mineurs, de meilleures options de dispersion pourraient se présenter ailleurs dans la ville.

Faire du bruit devant les taules nous semble important en ce que ces expériences nous ont permis de mesurer notre force collective, tant en termes quantitatif que qualitatif. Mais aussi pour voir combien de personnes se sont auto-organisées pour amener leur propre matériel ou mener leurs propres actions autonomes et pas seulement participer passivement à quelque chose que quelqu'un d'autre aurait organisé pour eux. La taule constitue une cible claire et facile, et casser l'isolation qu'elle impose à tous ces jeunes enfermés à l'intérieur est important, mais il y a d'autres moyens pour démontrer notre capacité collective. Il se pourrait qu'il s'agisse de fêtes rebelles dans des quartiers en gentrification, ou de blocages spontanés des infrastructures autour de la ville. Peut-être vaut-il mieux que nous laissions ces décisions à d'autres, dont l'imagination sera plus fertile.

Nous n'avons pas l'intention de regarder avec condescendance ceux qui ont dédié tant de leur temps et de leur énergie pour organiser la lutte antifasciste. C'est seulement que nous ne voyons pas de futur dans la répétition d'affrontements qui sapent nos forces. Si nous lançons l'offensive, si nous menons une critique féroce de l'existant plutôt que de ses défenseurs les plus virulents, le champ de bataille pourrait bien ne plus être aussi lugubre la prochaine fois que nous croiserons la route de la droite.

[1] Le 18 novembre 2015, les manifestations suite au meurtre par la police de Jamar Clark à Minneapolis nord ont „dégénéré“ en assaut féroce contre le commissariat du 4e district. Les sorties du bâtiment étaient bloquées pendant que les agents étaient attaqués à coups de bouteilles, de pierres et même de cocktails Molotov. Voir Dispatches From Minneapolis 2015 [en anglais] sur le site conflictmn.blackblogs.org pour une analyse détaillée des événements.

[2] Le 9 juillet 2016, après que la police ait tué Philando Castile, une manifestation a pris l'autoroute à Saint-Paul. Du matériel de construction a été tiré sur la route pendant que des feux d'artifice et des pierres étaient envoyés en direction des lignes de flics au cours d'un face-à-face qui a duré pendant des heures.

[3] Industrial Workers of the World, syndicat révolutionnaire.



Pour le compagnon anarchiste Santiago Maldonado

Faisons disparaître la police et l'état

Septembre 2017 - Chile

RESUME: Le texte suivant du Chili analyse la situation provoquée par l'arrestation et la disparition du compagnon anarchiste Santiago Maldonado, en Argentine le 1er août 2017. Les réflexions tournent autour de l'avancée visible du régime démocratique en tant que totalitarisme contemporain, dont la politique contre-insurrectionnelle est dans la continuité des pratiques répressives associées aux dictatures latino-américaines des années 70.

Ce 01er septembre, cela fait déjà un mois que le compagnon anarchiste Maldonado a été arrêté et a disparu aux mains des flics de la Gendarmerie Nationale d'Argentine, dans le contexte de la répression d'une manifestation avec blocages de route réalisée par la communauté mapuche Pu Lof en Résistance de Cushamen, dans la province argentine du Chubut.

Tandis que l'agitation anarchiste s'étend par delà les frontières, des compagnon-ne-s en Argentine se jettent dans les rues pour propager des actes de révolte, par la propagande et l'action directe. Avec des attaques incendiaires contre la police, des barricades et des cocktails molotov contre des bâtiments publics, nos frères et soeurs déchainent leur rage face à une situation aussi triste que réelle : les crapûles ont arrêté et fait disparaître un compagnon anarchiste. [1]

En effet, Santiago est un anarchiste, et pas seulement un jeune musicien artisan, comme le prétendent à leur convenance la presse et les gauchistes qui dénoncent la répression étatique, nous affirmons clairement que la négation et le silence sur l'identité politique du compagnon est une autre manière de le faire disparaître, en gommant du récit des faits les vraies motivations de sa présence solidaire dans la communauté mapuche en résistance où il se trouvait au moment de son arrestation.

Nous n'avons pas de conseils à donner à nos frères et soeurs en Argentine, nous avons confiance en elles et eux, dans leur conviction et leur autonomie pour continuer à transformer la douleur en rage, à propager le chaos contre le monde de l'autorité et à approfondir, à amplifier les affinités dans des expériences concrètes d'affrontement et d'agitation.

En même temps, l'agir et les coordinations informelles internationalistes qui se sont activés quand est sortie la nouvelle de l'arrestation et de la disparition de Santiago, envoient un message clair : ils et elles ne sont pas seul-e-s.

Extermination, dissimulation et guerre psychologique : La réponse contre-insurrectionnelle au XXIème siècle contre les ennemi-e-s intérieur-e-s de l'ordre établi.

L'arrestation et la disparition de Santiago Maldonado ne sont pas, comme certains pourraient le croire, un fait isolé. Elles sont au contraire une expression vivace et actuelle de l'historique répression étatique, capitaliste et civilisée. Un nouvel épisode de l'affrontement historique contre les forces de l'ordre et de la loi.

Ce n'est donc pas une surprise que des individus mapuche et anarchistes soient désigné-e-s comme le nouvel ennemi intérieur dans le contexte de la domination de l'Etat démocratique. Nous savons que la lutte radicale en défense de la Terre, de l'autonomie et de la liberté s'est transformée avec les années en danger réel pour les intérêts du pouvoir. Comme d'autres l'ont déjà posé, il s'agit d'une nouvelle subversion autonome s'exprimant par des actions de résistance et d'offensive qui, combinées avec la propagation et la mise en pratique de manières de vivre et de relations contraires à celles imposées par l'Etat, le capitalisme et la civilisation, construisent une réalité antagoniste, préoccupant le pouvoir, ce dernier se chargeant de l'éradiquer, de l'isoler et de l'exterminer.

Ainsi, la configuration actuelle du conflit implique la ré-actualisation de tactiques que beaucoup -naïvement ou de manière intéressée- continuent à considérer comme l'exclusivité des régimes dictatoriaux.

L'arrestation puis la disparition de Santiago Maldonado dans les mains de la police en Argentine le 01er août dernier, de même que la mort au Chili de Macarena Valdés [2]- opposante active contre une centrale hydroélectrique, retrouvée morte chez elle le 22 août 2016, apparemment suicidée, quelques jours après que des sicaires liés à l'entreprise RP Global aient laissé des messages de menace à sa famille-, ne sont que deux exemples récents de la continuité des tactiques contre-insurrectionnelles en plein XXIème siècle.

Dans les deux cas, la dissimulation étatique et médiatique montrent leurs effets, sous la forme d'un faux suicide pour Macarena, et, dans le cas de Santiago, par la protection des agents de police de la part de l'Etat, qui tente en outre d'installer l'idée que le compagnon n'aurait jamais été sur place, qu'il profiterait d'une vie "hippie" autre part, voire même qu'il serait passé clandestinement au Chili pour continuer des activités de guerrillero [3]. C'est avec des arguments et des mensonges identiques ou similaires que les dictatures latino-américaines répondaient aux dénonciations de disparus.

Il faut ajouter à cela la situation de Facundo Jones Huala, lonko de la communauté de Cushamen et référent de la Résistance Ancestrale Mapuche, emprisonné pour la deuxième fois en Argentine depuis juin 2017 et en même temps réclamé par la justice du Chili, accusé d'avoir attenté contre un fond privé, en guise de vengeance d'Etat pour sa participation aux processus de récupération de terres mapuche. Si le lonko a été relâché début septembre, la collaboration entre les Etats pour réprimer et se livrer des ennemi-e-s intérieur-e-s continue à battre son plein avec la même motivation contre-insurrectionnelle qui vit naître l'Opération Condor au début des années 70.[4]

Voilà les tactiques déployées par la démocratie capitaliste du XXIème siècle, qui mettent en évidence son essence oppressive et totalitaire, cherchant à soumettre l'ensemble de la population et à perpétuer l'ordre social par la militarisation des territoires en résistance, la surveillance, les filatures et les écoutes téléphoniques, l'utilisation d'agents secrets, d'infiltré-e-s, et de balances, ainsi que l'incarcération, les tortures et la disparition de mapuches et d'anarchistes dans les mains des agents de l'Etat.

Le panorama est complet avec la complicité des médias de masse qui contribuent à propager des fausses informations, confuses et tendancieuses, dans le but de modeler une "opinion publique" favorable à la validation et à la continuité d'une stratégie déjà connue dans l'histoire : l'extermination des projets de lutte incarnés

par des révolutionnaires, des subversif/ves, des conspirateur-euses et des communautés en conflit.

Septembre de rage et de mémoire

Nous nous affrontons aujourd'hui à cette stratégie en tant que protagonistes de la continuité du conflit contre le pouvoir et sa société. Tandis que d'autres assument leur éternelles positions d'attente et de victimisation, perpétuant leur condition de spectateurs de luttes impulsées par d'autres, les insurgé-e-s qui, comme nous, ne reconnaissent ni drapeaux ni frontières, nous nous attachons, chacun-e sur son terrain et avec ses affinités, à la continuité, l'approfondissement et la (ré) activation de la menace anarchiste contre le pouvoir.

Ce qui est arrivé au compagnon Santiago Maldonado n'est pas le fait d'un "excès de répression" ni d'un "abus de pouvoir". C'est le pouvoir et sa répression déployant leurs intentions sincères de nous éliminer. Et tandis que d'autres cherchent refuge dans la justice de l'Etat même, ou dans les institutions internationales, pour notre part, nous éprouvons la nécessité de nous concentrer sur les stratégies que nous pouvons développer pour affronter les dynamiques répressives actuelles et à venir avec l'aggravation du caractère totalitaire des régimes démocratiques.

C'est un défi que nous assumons à la chaleur de l'affrontement et non pas dans le confort citoyen ou réformiste, comme des observateurs passifs. En effet, l'ennemi vise en premier lieu les ennemi-e-s déclaré-e-s de l'ordre social et il n'est pas difficile de visualiser dans quel sens va la boussole répressive, avec la surveillance exacerbée, la normalisation de la présence militaire dans les rues, l'expansion des idéologies citoyennistes, les exercices conjoints entre groupes militaires d'assaut pour des contextes urbains et le renforcement des opérations de renseignement sous couvert du discours de protéger la société en anéantissant "les ennemis de la démocratie qu'il a tant coûté de construire".

Le mois de septembre nous en a déjà fourni au Chili d'autres exemples. L'assassinat de la compagne antiautoritaire Claudia López sous les balles de la police le 11 septembre 1998 – alors qu'elle tenait, cagoulée, une barricade lors des manifestations de refus du début de la dictature, en septembre 1973- est un autre reflet de la réponse répressive face à l'émergence de la subversion autonome et antiautoritaire dans le Chili post-dictature[5]. En septembre 2005, le jeune d'origine mapuche José Huenante était arrêté par des flics de la ville de Puerto Montt; et en septembre 2015, c'était au tour du jeune José Vergara d'être pris dans la localité de Alto Hospicio et amené dans le désert dans une voiture de police [6]. Aucun des deux

n'a réapparu en vie après l'arrestation et on n'a pas retrouvé leurs corps. Les deux sont des disparus de la démocratie.

A un mois de la disparition du compagnon Santiago Maldonado, a 17 ans de l'assassinat de la compagne Claudia López, a 118 ans de la mort du compagnon anarco nihiliste Bruno Filippi en attaquant un centre de réunion de bourgeois en Italie avec un engin explosif, en septembre 1919.

Que rien n'arrête notre offensive contre l'autorité et ceux qui valident les rôles imposés. Que ne cesse pas le conflit contre celles et ceux qui défendent le pouvoir !

Continuons a propager la confrontation anarchiste contre toute autorite !

Sin Banderas Ni Fronteras, núcleo de agitación anti-autoritaria.
Chili. Septiembre 2017

[1] //es-contrainfo.espiv.net/?s=ARGENTINA+SAN TIAGO&submit.x=0&submit.y=0

[2] //www.mapuexpress.org/?p=13455

[3] //www.nuestrasvoces.com.ar/entendiendo-las-noticias/estan-defendiendo-guerrillero/

[4] Plan Condor: accord de coopération entre les services de renseignement d'Amérique du Sud durant les années 70 pour éliminer les activités subversives dans cette région.

[5] //publicacionrefractario.wordpress.com/2015/09/07/memoria-anticarcelaria-para-claudia-lopez-11-de-septiembre-desde-la-carcel-hasta-la-calle/

[6] //lamatriznoticias.com.ar/jose-huenante-y-jose-vergara-los-detenidos-desaparecidos-en-democracia-de-chile/



Le regard porte sur l'ennemi. Quelques apports sur la violence

Juin 2016 - Chili

RESUME: le texte suivant a été publié au Chili dans la revue „Contra Toda Autoridad“#4, en juin 2016. Cherchant à partager réflexions et tensions sur la pratique de la violence anarchiste, le texte pose l'importance de mesurer nos affinités pour les objectifs d'une action violente et pas seulement par les méthodes ou les moyens utilisés. En lien avec cela, il expose une position totalement valable de nos jours : être ennemis de cette et de n'importe quelle société ne revient pas à identifier comme ennemis toutes celles et ceux qui y vivent.

Historiquement, la violence a été utilisée comme instrument de lutte par différents groupes et tendances et pour diverses revendications. La violence n'est l'exclusivité ni d'une position, ni d'une vision politique. Les formes matérielles ou les instruments dont elle se dote pour s'exprimer ne sont donc pas propres à une idéologie ou à une vision en particulier.

La violence, comme tout instrument, prend la couleur, la signification, la justification et la projection que lui donnent celles et ceux qui l'impulsent. Le sens et la raison de son utilisation font évidemment partie du corpus théorique et des intentions de qui l'emploie. Et si, par conséquent, des groupes, des visions ou des tendances différentes, voire antagoniques, peuvent en faire usage, il devient essentiel de poser clairement quelles sont les idées qui la sous-tendent.

Nous, qui revendiquons l'affinité comme une manière d'affronter la vie, nous sentons lié-e-s par les intentions d'une action violente et pas seulement par son existence ou la forme matérielle qu'elle prend.

Bien-sûr, l'irruption violente dans l'ordre social éveille notre attention, mais c'est un souffle d'oxygène dans l'étouffement quotidien quand elle porte implicitement ou explicitement le sens destructif de ce qui nous transforme en esclaves. La violence n'est pas un fétiche, ni un plaisir destiner à

procurer de l'adrénaline et du fun; comme tout instrument, elle véhicule une idée de fond et nous pensons que c'est ce qui doit être resaisi.

La violence est "notre" violence noire et anarchiste, quand elle se propose de détruire l'autorité, le pouvoir et la domination dans leur essence, parce qu'elle avance vers un horizon libre, sans hiérarchies, sans servitude ni exploitation.

La violence antiautoritaire met en évidence que les rapports de pouvoir et d'autorité sont à la base des diverses expressions de l'oppression et que ce sont eux que nous combattons radicalement, y compris en cherchant à les détruire dans nos relations.

En cela, les positions antiautoritaires sont de destruction et de construction, elles s'adressent à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, elles cherchent l'intégralité, à ne reproduire le pouvoir ni dans nos relations intimes et quotidiennes, ni dans nos manières de nous organiser.

Pour tout cela, nous pensons que la base de l'emploi de la violence est l'identification de l'ennemi, car ce n'est qu'en posant le regard sur l'ennemi réel que notre violence devient irrécupérable et qu'elle marque ses différences essentielles avec n'importe quelle autre tendance qui tenterait de se camoufler parmi nous.

Nous sommes ennemi-e-s du pouvoir, de l'autorité et de leurs corps de défense, policiers, politiques ou légaux. C'est pourquoi nous sommes ennemi-e-s de l'ordre existant, ennemi-e-s de la société qui impose par la force ses valeurs, ses codes et sa normativité. Ennemi-e-s de l'autorité et de l'exploitation de la terre avec celles et ceux qui en font partie.

Mais être ennemi-e-s de cette et de n'importe quelle société ne revient pas à identifier comme ennemi-e-s toutes celles et ceux qui y vivent. Toutes

les personnes n'ont pas la même responsabilité dans le maintien du système de domination : les bourgeois, les politiques, les juges, les flics, les journalistes ont été, sont et seront un objectif explicite d'attaque anarchiste violente, mais il n'en va pas de même pour n'importe quelle personne qui passe simplement dans la ville.

Sinon cela signifierait mettre sur le même plan les responsabilités entre exploité-e-s et exploitateurs, en raisonnant et en agissant en termes de masses, en uniformisant et en homogénéisant les autres, comme s'ils étaient tou-te-s pareil-le-s, ce qu'en pratique nous refusons pour nous mêmes.

L'agir est juste lorsqu'il sait qui est son ennemi, contre qui ou quoi il veut combattre. Les personnes se transforment en citoyen-ne-s défendant l'ordre social quand elles assument cette position, en théorie ou par des actes explicites (nous connaissons par exemple le citoyen flic) et c'est à ce moment (pas avant) que nous déclenchons nos activités à leur mépris.

La violence anarchiste que nous partageons n'a pas identifié comme cible d'attaque les simples personnes qui circulent dans la ville. Selon nous, l'attaque indiscriminée contre n'importe quel-l-e passant-e- fait plutôt partie et est un axe d'action d'autres tendances, qui n'ont rien à voir avec la négation de l'autorité, mais qui cherchent au contraire, en causant des pertes civiles, à terroriser la population pour faire pencher la balance dans le sens de leur soif de pouvoir.

La violence noire qui nous lie, n'a pas célébré la mort ou les blessures d'une personne commune, parce que ce n'est pas un triomphe, pas plus que cela nous est égal, et nous pensons qu'il faut être capables d'apprendre de ces expériences et des compagnon-ne-s qui ont assumé les actions quand cela s'est produit.

Cependant, les rythmes de la violence sont souvent imprévisibles et peuvent basculer à n'importe quel moment, sortir de ce qui a été planifié et toucher une personne qui n'était pas visée. C'est comme ça, il ne faut pas être naïf/ve, mais l'assumer de cette manière ne signifie pas que nous le ferions à dessein. C'est ce qui différencie un accident d'un objectif, et ce qui, à la longue, marque des proximités ou des distances avec l'agir et ses intentions.

Nous ne méconnaissions pas les mort-e-s qui pourraient venir ou qui ont déjà existé, il y a toujours un pourcentage de hasard dans la violence ou le vandalisme anarchiste, cela ne signifie pas que nous fassions une apologie de la négligence ou de l'inefficacité, au contraire, c'est un appel urgent à la planification, à prévoir ce qui pourrait impliquer une dérive et à agir en conséquence pour l'éviter ou en réduire le risque.

Mais, malgré toutes les circonstances adverses, la violence acrate garde toute sa validité, c'est un instrument qui doit être défendu, analysé, pensé et surtout vécu, non seulement en tant qu'expression instinctive, mais aussi comme planifié avec la tête et le coeur, en allumant d'abord la flamme en nous-mêmes, puis à tout autre matériel.

Que se propage le conflit et que se déchaîne la peste toujours noire !

Défendons l'action directe et les compagnon-ne-s qui l'utilisent !



Les sottises de « la protection de la vie privée » et la nécessité de l'action

Avril 2017 - Barcelone

Ce texte a été publié comme appendice à la brochure *Exclusión – ninguna coincidencia* (Exclusion, aucune coincidence). On le propose ici comme une contribution à l'approfondissement de la discussion sur l'ADN, tant comme élément de l'arsenal de l'anti-répression que comme question sociale, et plus précisément sur le terrain où elles se croisent inévitablement.

Il y a des textes qui ont été écrits à propos de l'usage et du but de l'ADN dans les champs de la médecine, de la science et de l'enquête policière, soulignant le lien entre les intentions de ces experts vers un présent toujours plus codifié et contrôlé. Cela ne pose pas seulement les fondations pour un système judiciaire plus efficace ou pour des pervers génétiques qui jouent au dieu dans les laboratoires, mais ouvre aussi la voie vers un avenir où la manipulation sous un microscope se traduit dans un projet de contrôle aux ambitions les plus vastes. Cela prépare le terrain pour un avenir toujours plus aux mains de quelques experts au service du Pouvoir (ou qui eux-mêmes incarnent le Pouvoir).

Un tel champ de spécialisation, comme celui nécessaire pour l'analyse de l'ADN, la pénétration dans les plus petites couches de la vie, n'est simplement pas concevable. Il n'y a pas de correspondance entre cette dimension et la vie sensible, enrichie par l'imagination, les rêves, les désirs, les passions, les relations et le sauvage. On nous raconte son existence, et dans le pire des cas on apprend de son existence lors d'un procès, ou en lisant un article sensationnel d'un quelconque scientifique fou et de ses moutons. Une telle connaissance puissante mais spéculative, une telle vérité centrale et outil du Pouvoir, et dont les principes ne sont compris par tellement peu de personnes, mais qui a de vastes conséquences pour tout le monde.

L'utilisation de cette séquence, soi-disant la partie de la vie la plus essentielle et la plus petite, surfe sur le chantage et le mensonge du Progrès. Dans le cheval de Troie de la « recherche médicale » et de « sauver des vies », se trouve un système qui vise à pénétrer et coloniser les

profondeurs de nos corps et de la vie. Car ce que c'est, comment on le présente, qui le présente, comment on l'utilise et qui l'utilise sont simplement aux services de ceux qui soumettent et stérilisent la vie. Donc les questions soulevées et les actes proposés contre ce double hélice ne devraient pas simplement être une question d'auto-défense technique dans un contexte répressif. Tout outil utilisé par le Pouvoir et donc compatible avec lui, est en soi le Pouvoir, et donc quelque chose à comprendre afin d'éviter ses répercussions légales et de disposer de meilleurs moyens pour le détruire.

Les sottises de « la protection de la vie privée » et la nécessité de l'action

Les médias guident le discours sur l'utilisation des nouvelles technologies génétiques et de contrôle, les camouflant avec le besoin de sécurité ressenti par des gens confrontés avec des crimes sensationnels et indéfendables, comme le viol ou les meurtres en série, afin de destiner plus d'argent à la police scientifique. Cela ne montre qu'un aspect de ce champ, ayant le potentiel et l'intention de réaliser le contrôle sur tout le monde et sur leurs mouvements.

Il est étrange que le manuel d'Europol inclut un paragraphe spécifique où on argumente pour la nécessité de convaincre le public de l'importance d'utiliser les technologies génétiques : cela laisserait entendre qu'une acceptation complète de son utilisation n'existe toujours pas. Tandis que d'autres aspects du contrôle social tels que les caméras et les réseaux sociaux sont déjà acceptés et même intériorisés (car les gens pas seulement tolèrent qu'ils soient filmés pour leur propre sécurité ; ces mêmes gens se filment maintenant eux-mêmes pour contribuer à la « sécurité publique »), il continue à y avoir des doutes concernant la prise de l'information génétique, des doutes qui se réclament du droit à la vie privée.

Au-delà du fait que tout droit est une petite « concession » du pouvoir, que les gens considèrent comme à leur

avantage mais qui ne peut être octroyé dans le cadre de l'oppression structurelle, la « protection de la vie privée » en soi est un concept strictement lié à la perspective bourgeoise d'un temps productif du travail et d'un temps de loisir dans la vie personnelle. Les idées anarchistes se distancient de cette perspective, comme elles ne valorisent le temps par sur base de la productivité, mais sur les actes et les rapports.

Malgré le fait de ne pas attribuer aucune valeur que ce soit au « droit à la vie privée », il est marrant de voir comment la société qui est tellement concerné avec cela oublie rapidement quand il s'agit d'utiliser les médias sociaux comme journaux intimes. Même dans certains contextes de lutte ily a des gens ou des groupes qui se réfèrent à la « protection de la vie privée » comme une valeur et à la légalité de celle-ci comme base pour une auto-défense (numérique, technologique etc.).

Ce qui devait amener un sentiment de sécurité devraient être les pratiques, et non le simple fait du droit à la « vie privée », vu que le discours doit être lié, il doit aller au-delà de la culpabilité et de l'innocence, mais c'est toujours l'innocence qui l'emporte, et par conséquent, certains actes se retrouvent isolés et attirer l'attention.

Ce n'est pas un souci de la « protection de la vie privée » qui nous amène à critiquer l'utilisation de la génétique dans les enquêtes, mais plutôt sa perception comme encore un autre rouage du mécanisme qui vise à contrôler les idées, à réprimer les actions, à réguler les flux de marchandises et de personnes, et d'enfermer des corps.

Sans ignorer les conséquences légales qu'implique le refus de laisser prendre son ADN à un niveau individuel, nous pensons que la diffusion de cette pratique à un niveau collectif est nécessaire afin d'obstruer la création de ces banques de données. Nous savons que ces banques de données finiront par croiser tous les éléments qui constituent l'identité, visant à établir, entre les informations génétiques et ses expressions, des corrélations réprimant à titre préventive toute type de criminalité et de révolte. C'est pour cela que nous considérons qu'il faut accompagner la théorie avec la pratique, qui peut aller du refus de donner son ADN à l'identification et l'attaque contre les collaborateurs qui soutiennent son utilisation, passant par prendre bien soin de ses traces physiques et cybernétiques, pour que nous pourrions continuer à être libres et sauvages pendant de longues années, affaiblissant les fondations et les piliers structurelles du système.

- 4 - PORTUGAL - **Parc à thème et laboratoire vivant : l'avenir de (deux) villes ?**
- 10 - ITALIE - **Contre TAP, bloquer tout !**
- 13 - E.U. - **Un année à faire du bruit**
- 16 - ARGENTINE - **Pour le compagnon anarchiste
Santiago Maldonado**
- 19 - CHILI - **Le regard porte sur l'ennemi**
- 21 - ESPAGNE - **Les sottises de « la protection de la vie privée » et la nécessité de l'action**

Le prochain numéro sortira en février 2018. Les contributions peuvent être envoyés à correspondance@riseup.net et cela avant le 1 février 2018. Cette correspondance comporte réflexions sur des luttes en cours, une approche critique de vieux et de nouveaux projets, une correspondance sur la situation sociale générale et l'évolution de la domination, des réflexions sur des conflits qui s'annoncent, des propositions avec un regard international,... Des textes qui ont déjà été publiés ailleurs dans une contexte différente, doivent être accompagnés d'une introduction (longue ou courte) afin d'insérer le texte dans le projet de correspondance.

Débats et commentaires :

Dans le prochain numéro d'Avalanche, il y aura de nouveau une section réservée aux débats et commentaires. En envoyant de tels textes, on invite les compagnonnes et compagnons à prendre comme point de départ des problématiques, des questionnements ou des perspectives qui avaient été soulevés dans les numéros antérieurs d'Avalanche. Le but de cette section de débat est bien évidemment d'offrir un espace d'échange internationale entre anarchistes en lutte pour approfondir certains aspects, pour permettre des retours critiques sur des propositions,...